

Le ministre délégué auprès du ministre de l'Economie, des Finances et de la Relance, chargé des comptes publics, Olivier Dussopt, s'est déplacé à Fontenay-le-Comte, ce lundi 1er mars 2021.

L'article du Ouest France de ce jour indique :

« Le but de cette visite ministérielle était « de faire un point » sur les plans de relance et d'urgence pour lequel l'Etat « a déjà engagé 400 millions d'euros ».

L'autre objectif étant la réorganisation du réseau des Finances Publiques. Dans ce cadre, il a confirmé une annonce faite en octobre, à savoir « qu' au 1er janvier 2023, 25 agents des Finances Publiques, qui aujourd'hui travaillent en région parisienne, seront installés à Fontenay-le-Comte pour créer un service national d'aide aux entreprises.

Fontenay-le-Comte bénéficie de ce déploiement qui se fait sur la base du volontariat des agents, au même titre que 66 autres communes. Au total 2 500 agents sont concernés par cette relocalisation. Une volonté de montrer que « l'Etat est dans les territoires ».

Concrètement, le ministre est arrivé passé 10h au centre des Finances Publiques de Fontenay-le-Comte et en était reparti avant 11h. Il n'a pas fait le tour des services pour saluer les agents. Il a reçu deux délégations de trois agents pendant une durée totale de 20 minutes, soit 10 minutes par délégations.

Au même moment, Mme Marie-Gabrielle Fournet, conseillère en charge de la transformation et du suivi des réformes a participé à une visioconférence d'une vingtaine de minutes avec les organisations syndicales.

Les organisations syndicales étaient représentées par :

Flore Aublet et Anne-Gaëlle Deniel pour Solidaires Finances Publiques 85,
Arnaud Claracq et Alain Chaillou pour la CFDT,
Florence Rivière pour la CGT,
Didier Loiseau et Williams Pillet pour FO.
Agathe Dhainaut pour le CFTC

Chaque organisation syndicale s'est exprimée à tour de rôle.

Solidaires Finances Publiques 85 a indiqué que nous aurions préféré être reçu en présentiel afin de faciliter la discussion.

Compte tenu du temps restreint nous avons évoqué les points suivants :

1) En ce qui concerne l'antenne supra départementale qui s'installe à Fontenay-le-Comte, en 2023, nous sommes loin d'avoir tous les détails. Les agents demeurent dans une attente anxiogène. Pouvez-vous nous dire : quelles sont les missions exactes de ce « back office » ? comment s'organisera le travail à distance ? Les agents de Vendée vont-ils pouvoir y travailler ? Quelle

pérennité aura ce service ?

2) Solidaires Finances Publiques 85 redoute qu'à travers ce nouveau service se mette en place une industrialisation des tâches. Quelles précisions pouvez-vous nous apporter sur l'organisation du travail de ce service ?

3) Les agents de Vendée sont confrontés à des tensions croissantes liées aux incertitudes vis-à-vis de la crise sanitaire, un manque de visibilité concernant l'avenir de leurs missions du fait des nombreuses réformes (dont le NRP), des nouveaux modes de travail tels que le travail à distance, le télétravail et des dysfonctionnements informatiques incessants. Quelles solutions allez-vous apporter à ces tensions croissantes ?

Enfin, Solidaires finances Publiques 85 souhaite vous remettre, ainsi qu'au ministre, une lettre afin de détailler nos propos et vous invite à revenir nous voir pour continuer cette discussion. Pouvez-vous nous communiquer un mail afin de vous transmettre ce courrier ?

Suite aux interventions des OS, Mme Fournet nous a indiqué avoir pris note de nos propos, que l'on peut résumer ainsi :

- *souffrance des agents du fait du NRP et de la crise
- * suppression des emplois
- * opposition au NRP

Mme Fournet nous a indiqué qu'elle notait tout particulièrement la demande de précisions sur le travail de ce nouveau service. Elle a confirmé que ce service serait un service de renfort de SIE de Nantes de 25 agents. Elle nous a indiqué que ce travail à distance pour un autre service ferait l'objet d'une convention signée entre la Vendée et la Loire-Atlantique.

Mme Fournet a vanté l'attractivité de la ville de Fontenay-le-Comte et son attractivité économique puisque la sélection des 66 villes accueillant un service délocalisé s'est faite sur ces deux critères fondamentaux.

Enfin, Mme Fournet s'est étonnée des problèmes informatiques récurrents que nous avons mentionnés. Nous avons donc explicité les difficultés rencontrées par l'ensemble des agents, qui pour certains sont amenés à noter les jours où les applications fonctionnent - plutôt que l'inverse - tant les dysfonctionnements sont fréquents : « http 502/503/504, la connexion a échoué, impossible d'afficher la page, trop de connexions veuillez réessayer ultérieurement, ... ».

Solidaires Finances Publiques 85 a transmis à Mme Fournet la lettre que vous trouverez ci-joint, afin de détailler et argumenter notre position.